

Discours de Louise Mushikiwabo, Secrétaire générale de la Francophonie

Cérémonie de la Journée internationale de réflexion sur le génocide des Tutsi au Rwanda en 1994

Paris, le 12 avril 2019

(Seul le texte prononcé fait foi)

Chère famille francophone,

Je tiens à saluer la présence de vous tous qui nous avez rejoints à l'occasion de cette Journée de réflexion sur le génocide des Tutsi au Rwanda organisée pour la première à l'OIF.

Cette Journée de réflexion axée sur le Rwanda, devrait nous permettre de réfléchir à tous les signes avant-coureurs dans l'espace francophone.

Cher Alain NGIRINSHUTI, merci de votre témoignage poignant et lucide. On peut parler autant qu'on veut de génocide mais, c'est un mot lourd. Personne ne peut en parler avec plus de justesse que ceux qui l'ont vécu dans leur propre chair. J'admire votre courage, j'apprécie que vous vous projetiez vers l'avenir.

Chère Scholastique MUKASONGA, votre talent de conteuse nous a fait passer de l'horreur à l'espoir. Merci. Cette histoire douloureuse, cette analyse profonde de ce qu'est un génocide, il n'y a pas de manière plus humaine, plus belle, plus efficace de la transmettre et de la transcender qu'à travers ces récits, ces histoires.

Je remercie infiniment mon ami Adama DIENG, Conseiller spécial du Secrétaire général des Nations unies pour la prévention du génocide, qui nous a présenté un exposé très riche mariant le droit, l'humain, la diplomatie mais surtout, qui nous a avertis.

Je salue également dans la salle de M. Philippe ALLOUCHE, Directeur général de la Fondation pour la mémoire de la Shoah, parce que le génocide contre les Tutsi n'est pas un cas isolé dans l'histoire, et celle de Marcel KABANDA, le Président de l'association « Ibuka - Mémoire et Justice » ici en France, qui œuvre sans relâche, dans différents pays du monde pour accompagner les rescapés du génocide et pour que la tragédie de 1994 au Rwanda reste dans toutes les mémoires.

Mesdames et Messieurs,

Scholastique MUKASONGA nous l'a expliqué, « Ibuka », en Kinyarwanda, ma langue maternelle et la langue nationale de mon pays, signifie « Souviens-toi ». Et la commémoration annuelle du génocide des Tutsi porte le nom de la cérémonie du souvenir « Kwibuka », se souvenir.

Moi, je me souviens tous les jours.

Je me souviens d'abord des membres de ma famille et de mon entourage proche qui ont trouvé la mort dans le cadre de cette opération de destruction humaine qui a causé plus d'un million de victimes en à peine trois mois.

Je me souviens aussi de l'angoisse de l'éloignement, des nouvelles funestes qui arrivaient par téléphone, de l'incapacité d'agir face aux images atroces qui défilaient sur les chaînes de télévision du pays qui m'avait accueilli quelques années avant les faits, les Etats-Unis d'Amérique.

Je me souviens de mon incompréhension face aux erreurs, à l'indifférence, à la lâcheté, à l'inaction et au manque de volonté politique de la Communauté internationale devant cette effrayante chasse à l'homme pour d'absurdes raisons.

Nous nous souvenons tous d'abord des victimes, auxquelles des hommages solennels ont été rendus. À Kigali, bien sûr, dimanche dernier, le 7 avril, date d'anniversaire, où le Président Paul Kagame, en compagnie des Présidents de la Commission africaine et de la Commission européenne, a allumé « la flamme du souvenir et de la vie » au mémorial national de Gisozi, où reposent plus de 250 000 corps.

Ici, aussi, à Paris, le 7 avril, dans le « Jardin de la mémoire » du Parc de Choisy a eu lieu une vibrante cérémonie d'hommage, en présence de beaucoup de rescapés et de la cantatrice américaine Barbara Hendricks, ambassadrice honoraire du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés.

Je tiens à souligner comme des signaux positifs, courageux et encourageants, la décision de faire du 7 avril en France, la journée de commémoration du génocide des Tutsi, ainsi que la création d'une commission d'experts qui aidera à y voir plus clair sur le rôle de l'État français dans les événements de 1994. C'était l'annonce faite par le Président Emmanuel Macron au moment de cette commémoration.

Beaucoup de commémorations se sont succédé dans le monde, comme en Belgique, où différentes cérémonies ont été organisées, alors que le Premier Ministre, Charles Michel,

annonçait à Kigali le 8 avril l'intention de l'État belge de légiférer contre le négationnisme, un autre geste à saluer.

Je n'ai malheureusement pas pu assister, Monsieur l'Ambassadeur du Rwanda, à la cérémonie qui s'est tenue mardi soir à l'UNESCO, organisée en collaboration avec la communauté rwandaise, mais on m'en a rapporté l'intensité et la profondeur des échanges.

Tous ces moments, toutes ces commémorations mettent du baume au cœur des survivants. C'est une manière de dire que la vie a triomphé sur la mort.

La Francophonie ne pouvait pas ne pas s'associer à ces hommages, 25 ans après.

Dans un même élan de reconnaissance, hommage soit rendu surtout aux survivants, à ceux qui ont voulu pardonner. À tous ceux qui, malgré le lourd fardeau qui pèse sur leurs épaules, sont résolument tournés vers l'avenir. J'étais très heureuse lors de la cérémonie du 7 avril à Kigali, dimanche dernier, de voir tous ces jeunes Rwandais, toutes ces jeunes Rwandaises de 25 ans, notre nouvelle génération, exprimer énergie et espoir, parler de l'avenir, d'un avenir commun pour tous les jeunes Rwandais.

Nous devons rendre hommage aussi aux « justes ». J'aime beaucoup ce terme. D'ailleurs, dans la langue de mon pays « justice » équivaut à « équité ». Ces hommes et ces femmes, qui n'étaient pas Tutsi, dont les histoires sont parfois très peu connues, qui ont refusé de se rendre complices de la logique implacable d'un massacre programmé et ont sauvé des milliers de Tutsi, au péril de leur propre vie. Je pense à ces jeunes, filles et garçons, de l'école du Sud-Ouest du pays qui ont refusé de se séparer par groupes ethniques. Quelques-uns d'entre eux ont été tués. Beaucoup ont survécu. C'est cela le Rwanda d'aujourd'hui, c'est ce pays qui veut redevenir ce qu'il était il y a longtemps.

La Francophonie, dont le maître-mot est la solidarité, ne pouvait pas rester plus longtemps silencieuse face à une tragédie d'une telle ampleur dans un de ses pays membres fondateurs.

Le génocide des Tutsi ne concerne pas uniquement le Rwanda. Il concerne l'humanité tout entière. C'est un fardeau que nous portons tous. D'autres pays membres de notre espace ont vécu des tragédies similaires qui les ont ébranlés dans leurs fondements ; d'autres peuples ont été victimes d'entreprises d'élimination systématique : dans l'histoire du XXème siècle, les Arméniens, les juifs, les victimes de la folie des Khmers rouges au Cambodge, ont vécu des horreurs comparables à celles qu'ont vécues les Tutsi au Rwanda.

Ce moment de commémoration est un moment aussi de notre humanité commune. Nous sommes ici pour dire que notre espace, on le veut humain. On ne veut pas de haine dans notre espace.

Les discours et les actes de haine de l'autre restent malheureusement présents dans le monde, et dans certains territoires francophones en proie à des conflits ethniques, où le danger d'une tragédie comme celle de 1994 au Rwanda ne doit pas être écarté.

Notre Organisation a pour vocation, à travers une langue commune, de faire partager et rayonner des valeurs de tolérance, de respect de l'autre, de respect des droits humains les plus élémentaires. Mais nous ne devons pas oublier que la langue, peut être également l'outil de propagation de la haine, des discours discriminatoires, des thèses génocidaires.

Aujourd'hui, en tant que Secrétaire générale de la Francophonie – une organisation qui doit se fonder sur le partage d'expériences, bonnes ou mauvaises, je suis convaincue que l'expérience tragique du Rwanda doit nous inciter à renforcer, notamment en direction de l'Organisation des Nations Unies, qui a reconnu son échec au Rwanda, mais aussi de l'Union africaine ou même de l'Union européenne qui ont un rôle à jouer pour la paix et la sécurité, notre plaidoyer, en faveur d'un multilatéralisme plus efficace, plus à même d'agir sur le terrain lorsque des vies humaines sont menacées.

Accompagner nos pays en matière de prévention des conflits interethniques, en favorisant en toute circonstance le dialogue pleinement inclusif.

Agir, encore plus fermement, à travers nos programmes de coopération, dans le domaine de l'éducation et de la formation pour déconstruire les stéréotypes et apprendre à « vivre ensemble » en montrant comment les différences nous enrichissent.

Ce « vivre-ensemble » est au cœur du projet francophone, comme l'a si bien rappelé le dernier Sommet d'Erevan tenu en Arménie, un pays qui a connu, lui-aussi, une terrible tragédie qui sera commémorée le 24 avril prochain.

Se souvenir des morts donne la force de mieux vivre, de mieux « vivre ensemble » : c'est ce message qu'il nous faut le transmettre à la jeunesse, cette jeunesse qui est au centre des actions de la Francophonie.

Pour tous ces jeunes, et pour tous les jeunes de l'espace francophone et du monde, la mémoire du passé est essentielle. Notre jeunesse doit bénéficier d'un enseignement de l'histoire qui lui permette de ne rien oublier des atrocités commises, de ne pas les banaliser.

La cérémonie à laquelle j'ai assisté dimanche à Kigali, était ponctuée de chants comme «Turabunamira twiyubaka», qui signifie «Nous vous rendons hommage en nous reconstruisant».

Et vous avez dit très justement, chère Scholastique, ma chère sœur, dans votre témoignage publié le 7 avril dans le journal Le Monde que « C'est dans la mémoire des morts que le Rwanda a puisé et puise encore sa volonté de renaître. »

La « renaissance » sociale, politique, économique du pays unanimement saluée, ce « renouveau » qu'a évoqué le Président Kagame dimanche, cette reconstruction, n'aurait pas été possible sans l'accomplissement de notre devoir de mémoire.

Le parcours du Rwanda depuis 1994 est porteur d'espoir pour toute la Francophonie, et c'est cela que nous devons partager

Je vous remercie.